



le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue Fernaux
75011 Paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 Paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 253 JEUDI 26 JANVIER 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

La tragédie du dimanche 15 janvier où un incendie criminel d'une salle périphérique de spectacles de Barcelone a fait périr 4 membres du personnel technique, endeuille le monde du travail, plus particulièrement dans le secteur du spectacle et la CNT qui regroupe plus de 75% des travailleurs de ce secteur en Catalogne.

La Confédération Nationale du Travail avait organisé dans la matinée de ce même dimanche une importante manifestation contre le pacte de la Moncloa signé récemment par les partis politiques représentés au parlement et prévoyant des mesures d'austérité économique et sociale.

La manifestation, autorisée par les autorités locales, avait réuni des milliers de personnes et s'est déroulée sans incidents jusqu'au moment de la dispersion, place d'Espagne, vers 15 heures, heure à laquelle, à huit kilomètres de là, flambait La Scala. Après la dissolution de la manifestation, des commandos de «Fuerza Nueva» (organisation fasciste espagnole) se sont répandus dans les rues de la ville en lançant des cocktails molotov contre les banques et les établissements publics, en incendiant les voitures de la police.

Dans la soirée, la police, allant vite en besogne, avait trouvé et emprisonné des militants de la CNT les accusant d'avoir, avec préméditation, provoqué l'incendie de la Scala et fait parvenir à la presse l'information selon laquelle les individus ayant commis l'acte criminel appartenaient à la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique).

Le lendemain, au cours d'une conférence de presse, le secrétaire général de la CNT, Juan Gomez Casas, a démenti la participation de la CNT dans l'attentat. «... Le syndicat des spectacles, a-t-il dit, est majoritaire dans le secteur de Barcelone et de nombreux militants de la CNT travaillaient à La Scala. Il serait insensé de penser qu'un affilié de la CNT ou même un sympathisant ait pu commettre une telle action pouvant mettre en danger la vie de ses compagnons... La CNT n'a pas de service d'ordre armé et n'en a jamais eu. Le Comité National dément et démentira toujours cette prétendue assimilation avec le terrorisme... »

La CNT a présenté aussitôt une plainte contre l'Etat et exige de lui 100 millions de pesetas (600 millions de nos anciens francs) d'indemnisation, étant le principal responsable de l'information diffusée sur les présumés auteurs de l'attentat. La CNT remettra ces 100 millions de pesetas aux familles des victimes.

La centrale anarcho-syndicaliste dénonce la gravité des accusations portées contre elle et affirme qu'elles s'inscrivent dans le cadre de la campagne de diffamation, dans le complot contre la CNT qui s'est opposée au pacte de la Moncloa, opposée aux élections syndicales, opposée à la politique du capitalisme.

Les camarades inculpés n'ont rien à voir avec l'attentat et la CNT demande leur libération immédiate.

La Fédération Anarchiste Française se joint à la CNT pour demander la liberté des 9 cénétistes emprisonnés.

PLACE AU CIRQUE!



A travers les magouilles électorales des politicards

LA GAUCHE DIVISÉE POUR RÉGNER ?

La majorité, malgré l'action peu apaisante de «l'apolitique» Monsieur Barre, reste fidèle à elle-même, toujours en but à de sempiternelles divisions (cf. l'article de M. Joyeux ML 252). Et la gauche?

Elle aussi file le même coton, mais les causes semblent plus claires et procèdent du même choix des méthodes pour endiguer la crise si ce n'est, pour certains, le souci de ne pas assumer la gestion d'une crise dont nos politiciens sentent bien, sans le dire à l'opinion publique, des difficultés sinon des impossibilités de s'en sortir sans faire du grabuge.

Sa nature et son originalité par rapport aux précédentes qui ne furent que des crises d'adaptation d'un système en proie à une expansion rapide, font qu'il est hors de question de la juguler sans pratiquer des mesures douloureuses allant d'ailleurs dans le sens de la transformation sociale que nous préconisons. Avec la bourgeoisie, les hommes politiques portent la responsabilité de cette crise dans la mesure où existe un certain consensus entre eux

La gauche, qui prétend incarner le changement démocratique, part à la bataille, certes divisée, mais avec des propositions plus audacieuses que celles de la majorité. Toutefois n'exagérons rien et laissons à d'autres le soin d'animer les débats débilés sous les préaux d'école. L'audace du Programme Commun n'entend qu'effrayer le bourgeois sans plus et fournir aux masses une espérance de maintenir les causes qui l'engendrent.

pérance des plus somnambules. Qu'en est-il en vérité?

A la lecture du Programme Commun, «bien actualisé» ou pas, et à l'écoute des interventions des leaders des trois formations de la gauche, une évidence s'impose. La gauche n'entend pas briser tous les ressorts de l'économie de marché. Bien sûr, on canaliserait les grosses sociétés, mais pour le reste, c'est à dire l'ensemble des petites et moyennes industries qui compose le tissu industriel du pays, il restera aux mains de leurs propriétaires. Les économistes des partis de l'opposition sont très clairs: la liberté d'entreprendre sera sauvegardée. Autrement dit, le capitalisme restera le cadre structurel dans lequel évoluera l'ac-

(suite page 4)

FOP 2520

Les groupes de la FA de la banlieue Sud de Paris organisent un meeting sur le thème: **LES ANARCHISTES FACE AUX ÉLECTIONS** le mardi 7 février à 21 h salle de la Bourrèche avenue St-Laurent à Orsay (métro: Orsay)
Le parcours sera fléché du métro à la salle. La présence de tous les camarades est vivement souhaitée pour ce premier meeting régional en banlieue Sud.

Cours du groupe libertaire Louise Michel 10, rue Robert Planquette 75018 PARIS (métro: Blanche ou Abbesses) chaque jeudi à 20 h 30
jeudi 26 janvier **LES ANARCHISTES FACE À LA CONDITION DE LA FEMME ET À LA SEXUALITÉ** par Gérard Paris
jeudi 2 février **LE FÉMINISME AUJOURD'HUI**

IMPORTANT !
Le texte de l'interview des travailleurs de LIP nous est parvenu. Sa longueur a apporté du retard dans la retranscription. Cependant, nous pouvons affirmer dès maintenant que sa parution fera l'objet d'un numéro spécial à paraître très prochainement.
LA RÉDACTION

État d'urgence
LES FICHAGES SCOLAIRES

Le vendredi 20 janvier, le groupe Emma Goldman, dans son local, appelait à une rencontre enseignants, parents d'élèves... pour présenter les dossiers «Fichage scolaire» et pour que des actions immédiates soient envisagées.
Ceux qui répondirent à cet appel se comptent sur les dix doigts de la main. Il semble que ni les parents ni les enseignants ne se sentent assez concernés, qu'ils soient anarchistes ou non, pour secouer leur apathie. Pourtant, le décret du 8 août dernier instaure la mise en place d'un système policier, confié à l'ordinateur: cette année scolaire doivent être «mis en fiches», et quelles fiches, les élèves des maternelles et de 6^e. Dans 20 ans, c'est donc toute la population qui sera fichée. Chaque citoyen français sera mis à nu par le système, violé dans son intimité, et à la merci du dit système.

Faisant suite aux propositions énumérées dans l'article «Les dossiers fichages scolaires» (ML 252), d'autres propositions furent envisagées pendant cette réunion:
— Alerter les enseignants des maternelles et des classes de 6^e et leur demander de refuser de rédiger les fiches scolaires.
— Alerter les directeurs d'écoles et leur demander de ne pas acheter les fiches scolaires qui sont incluses dans les fournitures scolaires.
— Alerter les maires et les conseillers municipaux et leur demander de refuser les crédits à la commune pour l'achat, parmi les fournitures scolaires, des fiches scolaires.
— Lancer une campagne d'information.

Un comité d'initiative contre les fichages scolaires est constitué: pour populariser le mouvement, des tracts sont distribués et des affiches seront données à tous ceux qui ont accès dans les écoles. Une rencontre-débat, organisée par des groupes libertaires, aura lieu le 27 janvier, dans la salle de conférence de la Libre Pensée à 20 h 30. Ceux qui veulent des renseignements sur le comité pourront s'informer. Cette rencontre préparera la conférence nationale du 28 janvier à 15 h, grand amphithéâtre de la faculté de Tolbiac, organisée par le comité contre le fichage.

Pour que notre action soit efficace, il faut que nous soyons nombreux. Venez donc nous appuyer jeudi pour élaborer des propositions libertaires et aussi samedi. Il y a urgence!

Des copains et copines présents à la réunion du 20 janvier

ANTIRACISME À BORDEAUX

Les 20, 21, 22 janvier a eu lieu à Bordeaux le 3^e festival des travailleurs immigrés. Le groupe de Bordeaux de la FA ayant, dès l'invitation de l'ASTI, participé activement à l'organisation de ce festival, tient à dénoncer une nouvelle fois l'autoritarisme de l'UL CGT de Bordeaux qui a interdit à ses syndicats de participer à toute action de soutien et également la pseudo-solidarité des organisations d'extrême-gauche et de gauche qui ont beaucoup parlé et magouillé mais peu travaillé (le peu d'action de la LCR frisant le sabotage).

La FA minoritaire a dû assumer avec l'ASTI le maximum de travail. Il est vrai que les élections approchent et que les électoralistes ont une clientèle pas toujours pro-immigrée à satisfaire.

PAROLE AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS NI FRONTIÈRES, NI PATRIES, SOLIDARITÉ DE CLASSE

Groupe FA Bordeaux

MEETING DE TOURS

Le 13 janvier s'est tenu à Tours un meeting-débat d'affirmation anarchiste, grâce à l'initiative du groupe Maurice Fayolle de la FA, afin de donner un élan aux sympathisants libertaires pour mener une véritable action sur la Touraine.

Ce meeting faisait l'objet d'un exposé sur notre position face aux élections, la conception des luttes anti-autoritaires ainsi que la dynamique anarchiste, notamment la situation internationale du mouvement anarchiste.

Une assistance de près d'une centaine de personnes donnait la preuve qu'il existe un réel potentiel libertaire en Touraine.

Le débat a permis aux camarades parisiens qui étaient présents d'exposer les luttes à tous les niveaux et notamment dans les entreprises, PTT, banques, etc.

Au cours de ce débat s'est dégagé la nécessité d'organisation et de prise de contact avec les problèmes locaux sous une forme d'action libertaire.

Espérons que ce meeting, comme ce fut notre souhait, fera prendre conscience qu'il est essentiel de s'unir afin d'établir des luttes cohérentes, de prendre en main nos problèmes et de créer avec nos propres moyens le socialisme libertaire de demain.

Groupe libertaire Maurice Fayolle

Les groupes libertaires Emma Goldman et Courbevoie-Colombes organisent **JEUDI 27 JANVIER à 20 h 30** dans la salle de conférence de la Libre Pensée 12, rue des Fossés-St-Jacques 75005 Paris **une conférence-débat pour préparer la conférence nationale du 28 janvier contre le fichage** Venez nombreux pour que des propositions précises soient formulées
Parents, enseignants, vous êtes tous concernés

Le groupe libertaire de Bordeaux ouvre son ciné-club chaque samedi à 21 h à tous les intéressés **samedi 28 janvier GOTO ÎLE D'AMOUR** de Walerian Borowczyk **Ciné-club du 19 juillet 7, rue du Muguet 33 000 Bordeaux**

L'union régionale du Centre de la Fédération Anarchiste a tenu son 11^e congrès, le samedi 15 janvier à Tours.

Après avoir tiré un bilan de leurs actions depuis un an, les groupes présents ont noté un renforcement militant de l'Union Régionale. Ce dynamisme se caractérise par l'écho de plus en plus important qu'a la pensée libertaire parmi les travailleurs et la jeunesse en cette période de crise économique et sociale.

Les participants ont débattu de l'évolution nouvelle du Monde Libertaire, hebdomadaire de la Fédération Anarchiste, des nouvelles formes que prennent les luttes de classes aujourd'hui. Ils ont fini leurs travaux de réflexion en réaffirmant qu'ils continueront à s'insérer dans les luttes d'émancipation populaires, tant sur le plan du travail que sur celui du cadre de vie (habitat, transport, environnement, etc.)

Face aux élections législatives, le congrès s'est déterminé pour une abstention révolutionnaire, notre forme de lutte étant l'action directe contre le patronat et l'Etat et ses valets politiques.

UNION RÉGIONALE DU CENTRE. FÉDÉRATION ANARCHISTE

Directeur de la publication **Maurice LAISANT** Commission paritaire n° 55635 S.N.I.S.C. 93 100 MONTREUIL Dépot légal 44 149 premier trimestre 1977 Diffusion SAEM Transport Presse Routage 205 - Publi-Routage

Groupes

PROVINCE

- AIN : OYONNAX
- ALLIER : MONTLUÇON
- MOULINS
- ALPES-MARITIMES : NICE
- AUDE : NARBONNE
- B.-D.-R. : MARSEILLE
- CALVADOS : HEROUVILLE CAEN
- DORDOGNE : PERIGUEUX DOUBS : BESANÇON
- EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
- GIRONDE : BORDEAUX
- ILLE-ET-VILAINE : RENNES
- INDRE-ET-LOIRE : TOURS
- ISERE : BOURGOIN
- LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
- LOT-ET-GARONNE : FUMEL
- MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
- MANCHE : ST-LÔ
- MORBIHAN : LORIENT
- NIÈVRE : NEVERS
- NORD : LILLE-ROUBAIX-TOURCOING
- PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
- RHÔNE : LYON
- HTE-SAVOIE : ANNECY
- SEINE-MARITIME : ROUEN, LE HAVRE, GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
- SOMME : AMIENS
- VAR : REGION TOULON - NAISE
- YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
- HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
- LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)
- LIAISON DU LIVRE GROUPE B.N.P. PARIS
- CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (PARIS 18^e)

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
- GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
- MASSY-PALAISEAU
- ORSAY-BURES
- SAVIGNY-SUR-ORGE
- CORBEIL-ESSONES
- BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
- NEUILLY-SUR-MARNE
- CHELLES
- MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
- ISSY-LES-MOULINEAUX
- MEUDON, BOULOGNE-BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
- NORD DES HAUTS-DE-SEINE
- ASNIÈRES
- COURBEVOIE-COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-Macé-Flers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Châteauroux, Amboise, Chinon, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Nord de la Hte-Vienne.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT AUX RELATIONS INTÉRIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11 289-15 Paris

TARIF		
	France	Étranger
3 mois	35 F	40 F
6 mois	65 F	80 F
12 mois	125 F	150 F

* Tarif Étranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Abonnez-vous

L'informatique fait son entrée dans la justice... 1984 pointe son nez!

TOUT un chacun a lu le livre de Georges Orwell, 1984. Le totalitarisme, inauguré par Hitler, perfectionné par les dictateurs communistes, gagne peu à peu les «démocraties» occidentales. Le phénomène s'internationalise en s'appuyant sur une constante: le renforcement des pouvoirs de l'Etat.

Depuis le 5 décembre dernier, un système de gestion informatisé des décisions prises par le parquet, depuis l'ouverture des instructions judiciaires jusqu'à la fin de celles-ci, est entré en service à Paris. Au parquet de Nanterre, un système analogue fonctionne depuis quelques mois. Ce système de gestion informatique enregistrera bientôt les jugements clôturant les procédures. L'objectif de ces premiers pas de l'informatique dans le système judiciaire français est de permettre de retrouver instantanément la position d'une affaire et d'éditer systématiquement les actes de citations et les avis aux plaigants.

Bref, comme toujours avec l'informatique, on prétend «rationaliser» la pagaille, l'incohérence ou la lenteur d'une gestion humaine. L'argument ne manque pas de poids pour l'homme de la rue qui est souvent bien placé pour connaître la lenteur et le poids du «monstre» judiciaire. Pour tous ceux qui savent que la justice est une justice de classe, celle de la bourgeoisie, il est permis d'avoir peur. Quand elle devient scientifique, la répression change de nature.

Les diverses administrations qui forment l'Etat et qui cha-

cune «prennent de plus en plus complètement en charge» l'aspect de l'individu qui les concerne, sont toutes en train de rationaliser leur gestion en s'informatisant. Même l'éducation nationale participe à ce petit jeu en instituant le «casier scolaire» par la constitution d'un dossier traitant des divers aspects de la vie de l'enfant. Le jour où toutes ces informations seront réunies, et l'informatique avec ses centraux et ses terminaux permet cela, le grand rêve totalitaire sera devenu réalité: 1984 sera là, le fauteur de Big Brother sera avancé.

Pour l'heure, on n'en est pas encore là et la section de Nanterre du syndicat des avocats de France peut se permettre de s'émouvoir: «Le législateur a instauré dans le but d'informer les juridictions de jugement sur le passé judiciaire d'un prévenu, le casier judiciaire, dont le bulletin n°1 est de nature à renseigner, le plus complètement possible et dans le strict respect de la loi pénale, les tribunaux sur les antécédents judiciaires des citoyens. L'extrait de ce casier est visé par l'autorité judiciaire alors que la fiche informatique est anonyme, extraite de la mémoire de l'ordinateur central».

Bien entendu, la chancellerie se fait rassurante en disant qu'un groupe de travail est actuellement en train de rédiger un rapport pour le cabinet du garde des sceaux et que seulement après une décision sera prise.

Voulez-vous parier sur le sens de cette future décision?

Jean-Marc RAYNAUD

Enseignants et enseignés en lutte

A Brest, des éducateurs en grève

Depuis 4 ans, une école d'éducateurs spécialisés fonctionne à Brest, 112 rue Robespierre. Ces éducateurs se sont mis en grève le 13 décembre. Ils en sont actuellement à leur sixième semaine d'arrêt de travail afin d'obtenir la satisfaction de leurs revendications qui sont:

- Attribution d'une bourse complète pour chaque éducateur en formation.
- Le droit syndical et politique au sein de l'école.
- La grève continue...

L'économie d'un professeur

Au lycée de Noisy-le-Sec (Seine-St-Denis), les élèves n'ont plus de professeur d'économie depuis plus de 2 mois. Ils vont trouver Madame la proviseur qui répond aux élèves présents qu'ils n'ont qu'à chercher un remplaçant eux-mêmes. Les élèves du lycée en ont d'ailleurs trouvé 4 en une semaine, alors que l'administration se montre d'une totale incompétence. Sans commentaire...

Lycée-Caserne

A Barentin (région rouennaise) des élèves du lycée et des 2 CET de la ville ont formé une coordination afin de lutter contre l'autoritarisme croissant qui règne dans ces établissements scolaires.

Au lycée Corneille notamment, toute tentative de débat public est interdite, le club information ne peut fonctionner faute de moyens et un système de «pointage» a été mis en place.

Thermos à Saclay

Le nucléaire décentralisé ?

THERMOS est un projet de mini-centrales nucléaires de 50 à 100 MW thermiques destinées au chauffage urbain, c'est à dire productrices d'eau chaude à 120° utilisées directement et non pas productrices d'électricité comme les centrales nucléaires classiques ou les surgénérateurs.

Ce projet sera exploité par le CEA. Il est conçu et sera construit par sa filiale, Technicome, et serait mis en service dans les années 1981-82. Pour l'instant il est seulement question de construire un premier réacteur dans l'enceinte du centre d'étude nucléaire de Saclay qui sera destiné à chauffer les locaux du CEA.

Thermos est basé sur le principe de la pile piscine. Elle pourrait fournir les quatre cinquièmes de l'énergie demandée, mais en cas de panne, d'accident, de grand froid ou en période de changement du combustible irradié, on aurait quand même recours à la chaufferie au fuel actuelle. Thermos ne polluera pratiquement pas thermiquement (on n'a pas besoin d'un refroidissement important car il n'y a pas de turbine). Cependant toutes les autres formes de pollution des centrales nucléaires subsisteront: rejets d'effluents, émissions de gaz radioactifs, stockage du combustible irradié dans la piscine de la centrale pendant un an avant l'envoi dans l'usine de retraitement de La Hague.

Si toutefois l'expérience de Saclay est concluante, les centrales Thermos pourraient chauffer des villes de cinquante mille habitants et même plus. Il est effectivement prévu de s'en servir dans toute la France pour chauffer les communes à «tissu urbain dense» donc souvent peu hospitalières car déjà polluées, déshumanisées, etc. Enfin, il est même question d'exporter ces réacteurs à l'étranger car ils entrent dans le cadre des accords franco-soviétiques de coopération nucléaire conclus par R. Barre lors de sa dernière visite à Moscou.

Mais l'aspect décentralisé du projet Thermos dont pourrait rêver les partisans «du nucléaire du peuple autogéré» (certains militants CGT ou CFDT) n'est, en réalité, qu'un leurre. Par nécessité, les contrôles de sécurité du personnel d'exploitation mais aussi du stockage et du traitement des déchets radioactifs relèveront d'une haute autorité bien connue: l'Etat et ses institutions appropriées. Nos dirigeants de droite comme de gauche l'ont bien compris et Thermos sera en réalité un bon prétexte à la formation d'une police elle aussi très décentralisée si j'ose dire. Et dans le fond, Thermos ne résoud rien au problème de l'énergie en général:

- Une remise en cause radicale de nos besoins, de notre mode de vie fait de gadgets et du bonheur illusoire basé sur l'accroissement indéfini de notre consommation devient urgente.

- Les ressources d'uranium sont toujours autant limitées sur la planète et en France on n'en a guère pour plus de 15 ans au rythme de la consommation prévue pour 1985.

- Enfin le problème du retraitement du combustible irradié n'est toujours pas résolu. Il est de taille et il est nécessaire de le rappeler.

Les USA ont abandonné la politique du retraitement pour cause de difficultés techniques et sous la pression du mouvement écologiste américain. Ils se contentent pour le moment du stockage en piscine des combustibles radioactifs. Nous Français, cocorico, avons La Hague: la seule usine AU MONDE qui essaie encore de fonctionner! Mais l'an dernier, ce centre s'est mis en grève, surtout pour des raisons de sécurité. En octobre dernier, la CFDT du CEA demandait:

- L'arrêt immédiat de l'usine de La Hague pour six mois environ afin de permettre les réparations indispensables et urgentes.

- Qu'aucune nouvelle construction de centrale ne soit engagée tant que l'on est pas assuré de

pouvoir retraiter les combustibles des centrales EDF déjà existantes.

Il est à signaler que la France a même négocié des contrats avec l'étranger (Japon) pour retraiter leurs combustibles.

En somme, Thermos est la suite logique du programme «tout nucléaire» gouvernemental qui a d'ailleurs baissé d'un ton. Dirigeants et technocrates tentent de nous imposer leurs «créations de génie» par le mensonge de spécialistes, la force et même le meurtre comme à Malville. On ferait mieux de payer ces techniciens de la mort à ne rien faire plutôt qu'à les laisser fabriquer ces immenses des temps modernes. Simpliste? Peut-être, mais surtout immoral. La honte de ne pas travailler, vous connaissez?

C'est alors qu'on s'aperçoit que tout est à refaire (au risque de se répéter). «On arrête tout et on réfléchit» ou bien alors, après nous le déluge!

LA CENTRALE D'ACHÈRES

C E jeudi 19 janvier, à l'appel de diverses organisations, adhérentes à des liaisons écologiques, quelque deux cent personnes étaient réunies devant la mairie d'Achères, en dépit de l'inclémence du temps.

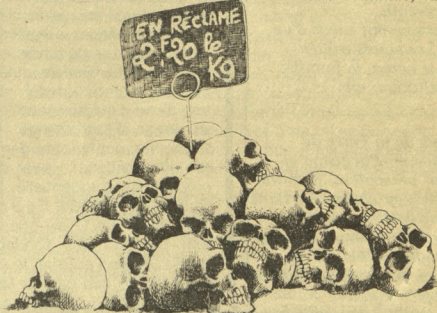
Mais venons-en à l'objet de ce rassemblement: si les partis communiste et socialiste viennent de donner leur accord aux centrales nucléaires (après les avoir si longtemps déniées) en revanche ils préféreraient qu'elles s'édifient sur des territoires dont la municipalité n'est pas entre leurs mains. Cela est vieux comme le monde, et l'on ne consent à crier «au feu!» que lorsque c'est sa maison qui brûle.

Refus des pouvoirs en place; il y a paraît-il des assemblées municipales, ouvertes à tous, et des réunions plénières admises aux seuls conseillers élus; mais alors, que venait-il faire les deux représentants de l'EDF?

Devant la présence des manifestants, le maire a cru bon de prendre un bain de foule et de rassurer (ou de tenter de rassurer) les protestataires par un discours prometteur.

Par malheur, les manifestants ne semblaient pas d'humeur à se laisser endormir, et, devant des questions trop précises, il a préféré trouver son salut dans la fuite.

Il lui était demandé, lui qui



Ainsi, pour des raisons que la raison ne connaît pas, mais que l'approche des prochaines élections ne saurait ignorer, la municipalité (communiste-socialiste-PSU, avec majorité des premiers) est résolument contre la centrale nucléaire d'Achères... la population aussi.

Ladite municipalité est tellement contre qu'elle invitait ce soir là - pour son information - deux représentants de l'EDF.

Les groupes écologiques demandaient que deux représentants du «Groupe scientifique pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire» y soient présents, à titre d'auditeurs.

venait de dénoncer le capitalisme et ses séides, pourquoi il prenait ses références et ses informations chez les magnats de l'EDF, en refusant, non seulement l'avis, mais la présence de savants désintéressés?

Comme il a dit: la population a voté pour moi, aujourd'hui le pouvoir m'appartient. C'est cela la démocratie, jobards qui y croyez encore.

Mais soyons justes, il nous a assuré qu'un débat public, où toutes les opinions pourrions s'exprimer, aura lieu dans ses murs.

Nous en prenons acte.

Maurice LAISANT

en bref...en bref...

François Bonnet passera devant le tribunal de Saintes, le 2 février à 14 h pour avoir déserté l'ONF en novembre 1974. Il a décidé de ne pas être assisté par un avocat. Venez le soutenir.

Bernard Allain a été condamné à 6 mois de prison ferme par le TPIA de Rennes, le 13 janvier, pour insoumission.

Le 30 janvier, 25 personnes comparaitront devant la 5^e chambre correctionnelle de Lyon à 14 h pour avoir diffusé le 28 mai dernier à Villeurbanne un tract dans lequel des insoumis se déclaraient collectivement et publiquement en lutte contre l'armée. Ils sont accusés de provocation à la désertion et à l'insoumission.

Paul Chignard, Jean-Marie Duperray, Jean Foirien et Francis Toutan qui sont passés en procès le 7 décembre pour désertion (ils n'ont pas rejoint leur affectation, préférant aider les paysans du Béarn et du Pays Basque) ont été condamnés à 3 mois de prison avec sursis, le 11 janvier à Pau. Ce même jour à Pau, deux autres objecteurs passaient en procès pour le même motif. Leur jugement sera rendu le 25 janvier. Ces deux objecteurs sont Jean-Pierre Pillet et Didier Honorat.

Robert Del Santo est insoumis depuis le 6 décembre dernier après s'être vu refuser le statut d'objecteur pour raisons politiques.

Depuis le 18 janvier et jusqu'au 31, au cinéma La Pagode, est organisé un festival sur l'homosexualité. Chaque soir un film nouveau sera présenté. Ces films seront suivis d'un débat. Les sujets traités seront le corps, la famille, la prostitution, etc.

Les Amis de la Terre de Thionville et «Pacifisme et Cinéma» présentent, le mardi 31 janvier, au cinéma Le Paris à Thionville et le mercredi 1^{er} février au cinéma Le Palace à Hayange, le film «Tu ne tueras point». En documentaire sera projeté le film «Mes marin's», court-métrage sur leur entraînement, ou comment faire une machine à tuer d'un homme.

Du 20 février au 1^{er} mars, les Amis de la Terre de Thionville organisent la tournée du film «Energie nucléaire = Danger immédiat» dans la région de Thionville et en Moselle.

Les normaliens démissionnaires tiendront leur prochaine réunion le dimanche 29 janvier à 9 h 30, salle UCJ6, 14 rue de Trévise Paris 9^e.

LA GAUCHE

DIVISÉE POUR RÉGNER ?

(suite de la page 1)

tivité économique. Et ce qui est extraordinaire, c'est d'entendre la majorité crier au scandale à propos des nationalisations et la gauche de se taire, en définitive, sur le maintien du système capitaliste. Aucun ne parle de briser la structure, seules divergent les options d'aménagement.

Néanmoins, il ne fait pas l'ombre d'un doute que si la gauche gagne les législatives, ces ennuis ne feront que commencer. De ce fait, on comprend mieux le changement

forces politiques en présence. La querelle des pourcentages, la rapide progression de la machinerie socialiste et le chassé-croisé syndicalo-politique à partir de certains conflits sociaux qui viennent de se dérouler récemment, en disent long sur les objectifs politiques des uns ou des autres dans la recherche d'une suprématie dont le terme sera la distribution des sièges gouvernementaux à pourvoir. On retrouve d'ailleurs là le même phénomène dans la majorité, même si l'exposé des motifs diffère.



d'attitude des communistes à l'égard de ses partenaires qui, comme par le passé, ont le génie de retourner une situation devenue subitement délicate. Ceux-ci ne veulent pas gérer la crise. Dans le fond, ils ont raison. Mais pourquoi ne l'ont-ils pas dit plus tôt alors que la crise était déjà prévisible avant 1973 et que déjà, à l'époque, nous vous en entretenions dans ces mêmes colonnes? La tactique unitaire de renforcement des partis de gauche d'alors n'allait pas dans le sens de l'histoire...

Le parti socialiste, ne parlons pas des radicaux de gauche qui, malgré leur faiblesse numérique, ont tout de même droit aux feux de l'actualité, n'est pas pour autant exempt de critiques. Lui aussi a changé eu égard aux nouvelles conditions économiques qui prévalent désormais. Le programme commun, dont les bienfaits auraient pu être absorbés par les résultats d'une expansion accélérée, se devait d'être corrigé. Personne ne doute que derrière son actualisation, il y avait cette préoccupation essentielle. Prudent, et compte-tenu de la nouvelle assise électorale que laisse percevoir les sondages, le PS n'entend pousser le seuil des réformes que dans la limite compatible permise par le nouvel état de l'économie française. Dans l'optique réformiste où il se place, il a également raison. Ou bien on transforme complètement le système ou bien on l'aménage compte-tenu des limites intrinsèques de ses structures et des conditions du moment.

En vérité, c'est donc moins le problème de l'actualisation chiffrée des données qui est en cause que celui, plus politique, de la capacité à gouverner sans retarder l'exécution des grandes options du programme confrontées aujourd'hui à un contexte économique différents. D'autre part, il y a le fait, certes plus secondaire, de l'équilibrage des

Quelle que sera l'issue du scrutin, la gauche, pas mieux que la majorité actuelle, ne résoudra les vrais problèmes de notre temps. Car mettre un terme à la crise, c'est supprimer les causes qui la secrètent et qui sont liées au capitalisme et à l'Etat qui en est le support, liées à l'exploitation et aux inégalités économiques, liées à la recherche effrénée du profit. Pratiquer autrement revient à accepter la fuite en avant...

Roland BOSDEVEIX

N.M.P.P.

Les employés en lutte !

Aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP), les salariés se divisent principalement en trois catégories: les ouvriers, les employés (services administratifs et informatiques, mais en font aussi partie les porteurs cyclistes, les nettoyeurs et travailleurs du service technique du centre de départ-Villette dans le 18^e), et les cadres.

Traditionnellement les ouvriers sont les plus combattifs et ceux-ci disposent pour cette année de 4 semaines de congés d'hiver, alors que les employés n'ont que 15 jours. L'obtention de la 3^e semaine de vacances d'hiver et les congés répartis sur 4 mois au lieu de 5, dont le mois de mai comme c'est actuellement le cas, constituent les principales revendications des employés en grève depuis le 18 janvier.

Première grève importante depuis 1974, elle se fait dans l'unité syndicale: la CGT, FO, la CFTC et la CFDT sont présentes.

Les syndicats rencontrent la direction mardi 24 et à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas encore le résultat des négociations. Néanmoins nous pouvons déjà faire quelques remarques:

— Les ouvriers de La Villette (place Hébert) n'ont appris que leurs camarades des services de nettoyage et technique étaient en grève que de bouche à oreille, hormis une petite information sur le panneau CFTC ET CGT employés.

Une réunion d'information était immédiatement nécessaire pour intéresser les ouvriers à la lutte de leurs camarades et leur donner déjà le coup de main de la solidarité active en créant d'ores et déjà la menace d'une cessation de travail pour cause de conditions de sécurité insuffisantes dues au non-ramassage et à l'étalement des papiers et

feuillards.

— Au siège, rue de Réaumur, seuls travaillent, comme d'ailleurs à La Villette, les cadres de la CGC qui n'hésitent pas, avec leur zèle habituel, à casser la grève des employés de l'informatique en faisant leur travail.

Naturellement, si le conflit se poursuivait, la nécessité d'obtenir la solidarité des ouvriers se fera évidente (d'autant plus que la suppression du mois de mai dans les attributions des congés d'été est commune aux employés et aux ouvriers), pour soutenir la juste revendication égalitaire des employés: même entreprise, mêmes avantages. Les catégories nous divisent, la lutte doit nous rapprocher.

Même si nos salaires font de nous les parias de la Presse, avoir plus de temps pour vivre est aussi une lutte légitime. A suivre...

Cercle anarchiste NMPP (ouvriers et employés)

Le secrétaire général de la FEN à Draguignan

ALIGNEMENT À GAUCHE

Vendredi 13 janvier (mauvais présage) s'est tenue à Draguignan (Var) une réunion présidée par André Henry, secrétaire général de la FEN, concernant la «nationalisation de l'enseignement». Les représentants des syndicats et partis d'opposition étaient présents. Bien sûr, les organisateurs ont réclamé une chaire pour l'allocation de l'éminente personnalité. Le discours comprenait plusieurs moments «forts» (A. Henry est un type organisé...)

Il fallait voir sur quel ton alarmiste il s'est exprimé. Son introduction visait (on s'en doute) à dénoncer la stratégie électoraliste du gouvernement. Afin d'expliquer l'incapacité de mister Haby, A. Henry a cru bon de rappeler que notre ministre n'était au départ qu'un «petit instituteur». En fait, à prétendre que la déroute de la droite (et sa démagogie) n'avaient jamais été aussi manifestes, Henry a inscrit son intervention dans la lignée des discours électoralistes! L'incapacité gestionnaire du Capital, cela n'est pas nouveau. Insister sur la débacle actuelle (2 mois avant les élections), c'est dévoiler son jeu.

Parlant au nom de la FEN, Henry dénonçait ensuite le prosélytisme de certains camarades enseignants et invitait à «l'honnêteté pédagogique»...

Comment conçoit-il cette honnêteté? Dans une préparation à la vie offerte aux jeunes! Les structures sociales ne sont pas le point nodal de sa réflexion: trouver un emploi pour les jeunes en fonction de leurs aptitudes. Malheureusement, Henry a parlé du projet d'école fondamentale. On sait que ce projet fut élaboré par l'ICEM dans une optique autogestionnaire bien différente du réformisme de la gauche... Dites amen, on nous propose une école harmonieuse où les maîtres seraient en formation permanente et les enfants tous en formation initiale (jusqu'à un certain âge et un certain niveau à partir desquels apparaîtrait la division du travail). Qu'est-ce que cela veut dire? Tout bonnement que l'on va pratiquer la collaboration de classes! Il faut, dit M. Henry, que les maîtres connaissent le milieu où vivent les travailleurs et fassent régulièrement des «stages» dans les entreprises. Mais ce n'est pas tout: il faut maintenir les grandes écoles et

en faire des unités de recherche parallèles au cursus universitaire. L'éducation, précisez-t-il, ne doit pas être en prise directe sur l'économie.

Enfin, A. Henry s'est lancé dans une tentative de définition de la laïcité. Elle est la «philosophie profonde» de ses propositions ainsi que le phénomène sociologique le plus vif, l'élan «naturel» de l'intelligence humaine... Elle vise à affranchir l'état de tous les dogmes. Cette laïcité que veut établir A. Henry, on la percevra un peu comme une mère miraculeuse qui sait bien préparer les élections. Elle est escortée par l'aptitude à rassurer les contrevenants... «Jamais nous n'avons mis en cause les religions». Une grande partie du discours fut adressée aux chrétiens, la main leur fut tendue du même coup: ce n'est pas parce que l'on prêche la laïcité que l'on veut supprimer les religions, rassurez-vous.

En guise de conclusion, il suffira de signaler que les anarchistes se permettent de douter de la bonne foi des farceurs qui ne cherchent qu'à instaurer un nouvel appareil d'Etat.

Correspondant Draguignan

Chez les politicards

Le PS et ses courants internes

Le socialisme, cet immense espoir des classes opprimées, a connu bien des avatars depuis le 19^e siècle. Nombreux sont les hommes et les partis qui se sont parés de ce mot magique, nombreux sont ceux qui ont entraîné ces habits de lumière dans la boue de la collaboration de classe, dans la fange de l'exercice du pouvoir. Les communistes, socialistes à la mode marxiste-léniniste, se sont peu à peu révélés être des usurpateurs («scientifiques») de cet immense espoir populaire qui était empreint tout à la fois d'égalité et de liberté. Les derniers coups de pouce donnés par les voix qui montent des goulags à la démolition de cette usurpation de plus d'un demi-siècle ne peuvent que réjouir le cœur des socialistes libertaires que nous sommes.

Méfions-nous cependant d'un enthousiasme trop hatif. Toute démythification secrète par contre-coup une réapparition du mythe... sous une autre forme, généralement plus subtile. En effet, le totalitarisme, le parti unique, les goulags... c'est tellement évident que cela n'a rien à voir avec le socialisme qu'on se demande comment il a fallu si longtemps pour s'en apercevoir.



Avec le parti socialiste, l'usurpation est plus subtile. La façade, ravalée au congrès d'Epinal, s'orne maintenant des enseignes de l'autogestion et de la liberté. A l'extérieur (dans le projet de société qu'il développe) comme à l'intérieur (dans son fonctionnement interne) le PS prétend faire rimer socialisme avec liberté. A première vue, il semble faire preuve dans cette entreprise d'une certaine habileté, voire d'une certaine efficacité. L'image passe bien. Le projet socialiste, arc-bouté sur certaines idées qui ont le verbe haut, dégage un halo suffisant pour entretenir toutes les illusions. Parti attrape-tout, il a érigé la confusion en système. Cette caractéristique se retrouve bien entendu au niveau de son fonctionnement interne. Beaucoup de militants s'expriment à l'intérieur du PS, ils s'expriment même parfois de manière fort différente. L'existence de tendances, la multiplicité des opinions sur un certain nombre de problèmes fondamentaux peuvent même inciter à croire que le PS a réussi à ne pas chausser les gros sabots du monolithisme. Le socialisme dans la liberté, c'est vraiment une idée qui fait son chemin!

Malheureusement pour tous ceux qui confondent la liberté avec la confusion qui est actuellement savamment entretenue pour des raisons conjoncturelles, l'examen attentif de la réalité incite à être sceptique.

Lors de la convention nationale des 5 et 6 novembre derniers, les organes dirigeants du PS ont tenu à l'égard du CERES un langage familier à toutes les bureaucraties partisans: la main

de fer dans le gant de velours. Le poing qui brandissait naguère la rose s'est brusquement transformé en gant de boxe pour mettre KO la minorité du parti et ses velléités critiques. «Aucune voix discordante ne doit s'élever» a dit Mitterand et le CERES, qui souhaitait entraîner le parti à faire davantage de concessions au PC dans le cadre de la réactualisation du Programme Commun, a dû rentrer dans le rang de la conformité.

Lors de la convention sur la Défense des 7 et 8 janvier, la base «pacifiste» du parti a été amenée, à l'issue d'une gigantesque mise en scène, à accepter de gérer l'héritage nucléaire de la droite. Il n'était bien sûr pas question de faire preuve à leur égard du même autoritarisme qu'avec le CERES: leur nombre est par trop important. A certains, on met le poing dans la gueule et à d'autres la rose dans le cul. Les instances dirigeantes du PS ont fait là la preuve de leur sens de la diplomatie et de la magouille. Carressés dans le sens du poil, les «antinucléaires» ont dû se plier à une majorité de circonstance qui a cependant eut l'extrême bonté de «tenir compte» de leur opinion dans sa motion finale.

Dans ces deux cas d'espèces on constate qu'il est un temps pour jouer à la démocratie et un autre pour marcher au pas. Pour tenir la dragée haute au bulldozer communiste, le PS a eu besoin d'une clientèle maximale. Parti attrape-tout dans un premier temps, force lui était bien d'entretenir la confusion sur ses grandes options afin que tous ceux qui mor-daient à l'hameçon de la «liberté» se sentent à l'aise. Une fois la gauche rééquilibrée à son profit, le PS montre un autre visage. La cohérence lui devient de plus en plus nécessaire. Son projet de société s'adapte aux «nécessités» du réalisme politique d'une social-démocratie «avancée». Son fonctionnement interne basé, selon les circonstances, sur la force ou sur la magouille conduit les «divergents» à s'aligner d'une manière ou d'une autre sur les positions des instances dirigeantes.

Les naïfs qui ont cru au mirage démocratique du PS vont peu à peu perdre leurs illusions. Entre un parti communiste repoussoir et un parti socialiste dont le charme se fera de plus en plus discret, nombreux sont ceux qui inévitablement se poseront la question de savoir si socialisme et liberté peuvent vraiment aller de pair.

Qu'ils viennent nous voir, on essaiera de leur expliquer!

Jean-Marc RAYNAUD

Peine de mort

L'ÉGLISE TOURNE SOUTANE

«L'Église ne se sent libre que quand elle est maîtresse: elle a raison quand les philosophes sont sur le bûcher, la tête coiffée du san-benito, et le baïllon entre les dents...

Heureusement que la race des philosophes est immortelle et que la critique aura toujours la vie plus longue que les dogmes.

PROUDHON, Carnets, 28 mai 1853

L'année 1978 sera décidément celle des dé clics, des prises de conscience spectaculaires. Ne voilà-t-il pas qu'en ce 20 janvier, les archevêques se prononcent de subito contre la peine de mort? Bien sûr, dans des cas pareils, mieux vaut tard que jamais, mais tout de même... Il y aurait eu dans la nuit du 19 au 20 de ce mois des apparitions surnaturelles en certain presbytère qu'il n'y aurait rien de surprenant!

Le clergé connaîtrait-il des crises aiguës, tant dans le recrutement du personnel que dans la foi populaire qu'il aurait besoin, pour attirer l'attention et épater la galerie, de faire de fracassantes déclarations, reniant tous les testaments?

Mais peut-être ne devons nous voir dans ce changement de conduite qu'un vulgaire viement à gauche pour attirer les feux de la bataille électorale?

S'il est vrai que l'évolution de la violence ambiante n'est qu'une faible réponse à l'oppression et à l'exploitation étatique, on ne saurait passer sous silence les siècles de tyrannie, d'inquisitions, de massacres, que les gens d'Eglise, maîtres incontestés dans la matière, ont infligé au monde.

Ce réveil soudain pour la mansuétude est plus que louche, car il dissimule la soif de la reconquête politique, le frein de prudence aux progrès du socialisme. Si, d'apparence, les ecclésiastiques vivent en marge de la politique, ils restent en réalité, s'affairant dans les œuvres de charité, en contact avec le principal pignon de l'engrenage: le peuple, le bas peuple des hôpitaux, des écoles, des maisons de retraite, de l'armée du salut, celui qui gémit, qui prie et bien sûr qui vote.

Les anarchistes sont contre la peine de mort parce qu'ils ne reconnaissent à personne le droit de juger, de condamner

se cacher le visage devant un cardinal, sa morale a béni les armées de destruction de Mussolini et de Franco, sa morale entrave encore aujourd'hui la libération de la femme en condamnant le droit à l'avortement.

Partout où a régné la terreur, l'obscurantisme, l'Eglise a été partie prenante et profitante, soutenant ouvertement le Capital, trouvant sa place d'intrigante dans les régimes de dictature. Son revirement de 1978 annonce un compromis historique; il convient d'être vigilant et d'accrocher notre lutte anticléricale.

Carmen SANCHEZ

Soutien du groupe libertaire de Nevers à Khelifa Chemrouk

Le samedi 14 janvier, les maos et les anarchistes de Nevers ont participé à une manifestation en faveur de Khelifa Chemrouk, travailleur immigré en instance d'expulsion.

En France depuis plusieurs années avec une partie de sa famille, Khelifa, en possession d'une carte de séjour valable 5 ans, se rend dans son pays, l'Algérie, au cours de l'été 1977. Là, il perd ses papiers. L'ambassade de France lui délivre un récépissé de déclaration de perte qui lui permet de rentrer en France. De retour à Nevers, il est avisé par la DST qu'il ne lui sera pas délivré de duplicata, l'enquête ayant révélé que la carte perdue était fautive. Il est donc sous le coup d'une mesure de refoulement, ce qui signifie qu'il doit quitter le territoire.

Or, en 1974, à Paris, à la suite d'un contrôle d'identité, un soi-disant commissaire de police lui avait délivré cette carte moyennant 500 F pour frais administratifs. Il a donc été victime d'une escroquerie. Sa bonne foi ne peut être suspectée mais il n'a pour lui que sa bonne foi et son honnêteté. Cela ne suffit plus en France, à l'heure actuelle où les mesures racistes se multiplient: meurtres, «mesures Stoléru», expulsions multiples...

Il s'est donc créé à Nevers un comité de défense des travailleurs immigrés. Nous avons manifesté. Pour nous, anarchistes de Nevers, le problème s'est posé de savoir si nous devions participer à une manifestation organisée par les maos: seul nous a semblé important l'intérêt de Khelifa, aussi avons-nous fait abstraction des querelles idéologiques. Ce qui ne fut pas le cas de toutes les organisations politiques et syndicales de Nevers: elles ont brillé par leur absence à la manif.

Lors de la dernière réunion, nous nous sommes demandé si nous ne rêvions pas en entendant un camarade de la CFDT indiquer qu'un tract antisindicalisme leur était resté en travers de la gorge, et que la position de la CFDT serait nuancée. Nous avons alors fait remarquer notre surprise devant la paralysie qu'entraîne pour certains leur appartenance à un parti ou un syndicat, tout en proclamant le fait que nous nous sentions de plus en plus anarchistes face à de telles positions. Un type est dans la merde, et tout ce que nous entendons est: Oui, mais... le parti, - Oui, mais... le syndicat! Sans commentaires.

Il est surprenant de constater que les contradictions au sein du mouvement ouvrier sont loin d'être résolues. Il conviendrait avant tout de définir les objectifs, en mettant en sommeil les conflits idéologiques stériles, qui parcellisent les luttes et nous affaiblissent, au bénéfice de la bourgeoisie: diviser pour régner. Certains nous font penser au type qui conduirait sa voiture les yeux fixés sur son compteur kilométrique, sans jamais jeter un regard sur la route devant lui.

On accuse quelques fois les anarchistes de planer au-dessus des réalités quotidiennes. Mais la réalité ouvrière, n'est-ce pas les syndicats qui la fabriquent journellement, à grands coups de soporifiques?

Mais revenons à Khelifa. Notre manifestation s'est bien terminée, sous l'œil protecteur de l'habituel car de police.

Mais la lutte continue. C'est pourquoi nous lançons un appel aux antiracistes afin qu'ils adressent à Khelifa Chemrouk une lettre ou un télégramme de soutien au Comité de Défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés, centre social du Banlay, boulevard St-Exupéry à Nevers.

Exigeons le renouvellement de sa carte de séjour, l'égalité des droits entre Français et immigrés, et l'abrogation des décrets-lois de Stoléru.

Alain NAGUERE
Groupe de Nevers

Informations Rhône-Alpes

— Aggravation de la situation du bâtiment dans l'Isère: 1600 licenciements annoncés depuis septembre 77 (entreprises Place, Gros, Ferrero, Zampeza et Ventura).

— Grève à la SCAL et aux «Autocars Dignois», pour protester contre des licenciements, faisant suite à la grève de décembre, en violation d'un protocole d'accord signé lors de la reprise du travail.

— Grave crise dans l'industrie du papier-carton du sud-est: les papeteries de Moulins-Vieux, Renage, Champ-sur-Drac, les cartonneries Voisin-Pascal, sont en danger; 70 licenciés au groupe Emin-Leydier, 50 chez Malsert, etc.

espagne

On se souvient que le 30 janvier dernier au matin, 46 anarchistes avaient été arrêtés à Barcelone au cours d'une conférence péninsulaire de la FAI. Parmi ces 46 camarades, certains ont été torturés et particulièrement Miguel Diego Pinero. Ces tortures étaient l'œuvre des membres du 4^e groupe de la seconde brigade d'investigation de la «Jefatura superior de Barcelona» (groupe de police antilibertaire qui s'occupe depuis 1939 de tenter d'annihiler la CNT-FAI). Pinero avait porté plainte et la presse espagnole en avait fait un assez large écho. Le 10 octobre à 13 heures, il est de nouveau arrêté sur son lieu de travail, à La Escala, par six inspecteurs qu'il «connaît» bien, puisque ce sont ceux-là même qui l'ont torturé en février. Il est accusé d'avoir attaqué une banque dans le but de fournir des fonds à la FAI. Il est gardé 4 jours sans être, cette fois-ci, trop malmené, mais à maintes reprises on le provoque (fenêtre ouverte, arrêt du fourgon cellulaire en rase campagne) pour tenter de lui appliquer le «délit de fuite». Il est relâché sous caution de 75 000 pesetas (fournies par la CNT). Actuellement, notre camarade est faussement accusé par l'entreprise Agronom d'une agression et on le menace d'un procès de droit commun.

Il est évident qu'au travers de la personne, c'est la CNT qui est directement visée, et quand on sait que la police politique et la hiérarchie militaire ont de nombreux complices au sein des mouvements d'extrême-droite (Fuerza Nueva, Guerrilleros del Chrito Rey, La Hermandad de la guardia de Franco), on ne s'étonnera pas que de nombreux locaux de la CNT se fassent plastiquer en toute impunité, et que certains militants en vue soient persécutés.

La fédération locale CNT de La Escala fait sienne la consigne «Dissolution des corps répressifs» et considère que si l'appareil répressif et ses exécutants sont les mêmes que du temps de Franco, c'est que le franquisme est toujours vivant et prospère.

Pour notre part, nous faisons nôtre le combat contre la persécution politique subie par notre camarade Pinero et par tant de militants de la CNT.

Au cours d'une conférence de presse, le secrétaire général de la CNT, Juan Gomez Casas, a déclaré que la CNT boycottait les actuelles élections syndicales à cause de leur évidente inspiration politique et parce qu'elles introduisent dans le monde du travail les pratiques parlementaires qui donnent au citoyen le droit de voter mais pas celui de décider.

Juan Gomez Casas, qui a fortement attaqué le pacte de la Moncloa, a déclaré que la CNT préconise un schéma d'autocontrôle ouvrier basé sur l'assemblée générale souveraine. «... d'un point de vue plus pragmatique, il faut signaler que ces élections seront gui-

dées selon les normes encore en vigueur du verticalisme, et c'est pour cela que les listes ouvertes, fermées ou mixtes donneront à certaines centrales un pouvoir de décision et de négociation au nom des travailleurs, c'est à dire qu'on assiste à la reproduction du syndicalisme vertical. C'est cela que la CNT appelle la verticalisation des entreprises et la mise en place en leur sein des courroies de transmission des partis.

Face à une prétendue «démocratie laborieuse» qui est invivable dans une entreprise capitaliste, la CNT propose l'assemblée avec pouvoir décisionnel, qui nomme un comité contrôlable et qui défendra les droits des affiliés et l'authenticité du processus représentatif. Il n'est pas contradictoire cependant que quelques affiliés à la CNT apparaissent sur les listes électtorales des petites et moyennes entreprises puisque, par leurs caractéristiques spécifiques, celles-ci constituent un prélude au type de représentation que nous préconisons... »

Juan Gomez Casas a insisté sur le fait que les sections syndicales devront systématiquement dénoncer les multiples trahisons qui nécessairement vont s'effectuer contre les travailleurs à cause du pacte de la Moncloa.



A LOS ANARQUISTAS.....

Si vous êtes anarchiste, vous savez que la CNT est la seule organisation qui défend vos intérêts. Elle est la seule qui ne cherche pas à vous contrôler, mais à vous servir. Elle est la seule qui ne cherche pas à vous diviser, mais à vous unir. Elle est la seule qui ne cherche pas à vous manipuler, mais à vous libérer.

Nos camarades de Seville nous ont envoyé le numéro 0 de leur revue *Utopia* qui est avant tout un grand salut fraternel à tous les anarchistes.

Nous remarquons avec enthousiasme la recrudescence des publications anarchistes en Espagne et nous ne pouvons que leur souhaiter bonne chance et bonne continuité.

CNT JANVIER - Le journal national de la CNT consacre son numéro de janvier à expliquer, entre autre, la position de la centrale anarcho-syndicaliste face aux élections syndicales actuelles. Le numéro est en vente à Publico.

DANS LES TRANSPORTS À MADRID - Après la dernière grève des transports, les tra-

vailleurs avaient gagné certains avantages malgré les attitudes de division de la centrale communiste (CC.OO) qui voulait, seule, discuter avec le patronat. Cela avait d'ailleurs occasionné de nombreux départs d'affiliés à cette centrale. Actuellement le ministère du travail émet des difficultés à vouloir homologuer l'accord qu'a rompu le pacte de la Moncloa. De plus, certains employeurs sont maintenant réticents pour signer l'accord obtenu. Les centrales syndicales ont marché dans le but de signer à tout prix. La CNT, quant à elle, se refuse à signer un accord tronqué de ses principales revendications et appelle les travailleurs à reprendre la lutte pour que ces revendications soient satisfaites ou arrachées, entreprise par entreprise!

ZAMORA - Dans le bâtiment, la grève continue. A la suite de la mort accidentelle d'un travailleur de 19 ans, la CNT a convoqué une assemblée générale pour discuter des problèmes de sécurité et de revendications autres. L'UGT et les Commissions ouvrières se sont arrangées pour ne pas y participer. La CNT a appelé à la grève qui a été décidée par l'assemblée. Les travailleurs ont débrayé à 70%. L'UGT et les Commissions ouvrières boycottent la grève. Pourtant, aujourd'hui, la grève continue et l'unité des travailleurs dans l'assemblée se fortifie. La poursuite de l'action est rendue possible grâce à la solidarité de la population de Zamora, malgré l'attitude collaboratrice de l'UGT.

COMMUNIQUÉ TRANSMIS À LA PRESSE

La Fédération Anarchiste Française précise, d'après les informations de ses camarades de la CNT (Confédération Nationale du Travail) en Espagne, que les événements relatés dans la presse du 17 janvier à propos des troubles survenus à Barcelone, entrent dans le cadre d'une campagne de diffamation et de provocation à l'encontre de la centrale anarcho-syndicaliste CNT.

La Fédération Anarchiste rappelle que la CNT ne possède pas de service d'ordre armé et réprovoque vivement de tels actes de violence.

Devant la popularité qu'acquiert de jour en jour la CNT dans son combat contre le capitalisme et plus particulièrement contre le pacte de la Moncloa et contre les élections syndicales, le gouvernement espagnol favorise tout acte visant à liquider la centrale anarchiste, sous l'œil bienveillant des réformistes de gauche.

La Fédération Anarchiste réclame la liberté immédiate pour les camarades emprisonnés à la suite de ces événements.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

informations internationales

hollande

Après le procès à Utrecht, une nouvelle affaire de «terrorisme» intéresse les Pays-Bas. Il s'agit des quatre suspects de Kapelle qui ont été arrêtés en novembre sous l'inculpation de posséder des armes et des uniformes de la police. Il s'agit de «communistes de conseils» accusés, d'après la police, d'avoir eu l'intention de commettre des attentats contre les patrons des industries chimiques. Inculpation ridicule, car, en Hollande la simple conspiration n'est pas un crime. Mais sur un des quatre on a trouvé 170 photographies (négatif et positif) d'agents des services secrets et cela, c'est un crime contre la sûreté de l'Etat, un fait d'espionnage. Cet inculpé sera condamné, car il est coupable de vol d'armes et d'uniformes. Mais le procès sera long, les avocats ayant attaqué l'acte d'accusation sur le point de «crime contre la sécurité de l'Etat». Condamnation possible à six ans de prison, si la défense n'a pas gain de cause.

A Utrecht, avant Noël, un groupe de camarades est entré en action contre les caméras de télévision, chargés dans les grands magasins de surveiller le public. Cette méthode d'espionnage permanent avait été prévue par Orwell: «Big Brother is watching you!» Après avoir dénoncé par affiches ce système, nos camarades ont, le 22 décembre, saboté les caméras de télévision. La police a procédé à quatre arrestations.

suisse

On imagine volontiers la Suisse comme une vieille démocratie, où la vie est paisible, où il n'y a pas de conflits sociaux, où règne une prospérité qui traduit la hausse spectaculaire du franc suisse. Ce tableau idyllique nécessite quelques retouches, comme nous l'écrivent nos camarades du groupe James Guillaume, de Zurich.

On a trouvé en Suisse une méthode élégante pour résoudre le problème du chômage. Au lieu de se livrer à des licenciements spectaculaires, on se contente, sans bruit et sans autre forme de procès, de se

débarrasser des travailleurs immigrés qu'on renvoie dans leurs pays d'origine. Peu importe qu'ils aient, durant plusieurs années, enrichi les industriels et les entrepreneurs du bâtiment! Quand on a pressé le citron, on jette la peau...

Le terrorisme en RFA et l'affaire Schleyer ont eu en Suisse des répercussions: une touchante unanimité s'est faite pour assurer la police criminelle fédérale et le chancelier Schmidt de la solidarité du gouvernement de la Confédération, de toute la presse - bourgeoise et socialiste -, de la radio, de la télévision. Les mass-média ont servi de porte-paroles à la police allemande et réclamaient ouvertement la peine de mort pour les terroristes emprisonnés: Golo Mann, fils de Thomas Mann, qui séjourne souvent en Suisse, a cru bon de s'associer à ces vociférations! Tout fut mis en œuvre pour créer chez les citoyens suisses la peur, la panique et l'hystérie. L'hydre du terrorisme allait menacer la Suisse et on entraînait dans l'ère de l'insécurité. Les vieux mythes, Dieu et le Diable, devenaient une réalité politique et l'opinion populaire discutait des peines à appliquer aux terroristes: torture, pendaison, fusillade, etc. Le côté invraisemblable des «suicides» de Stammheim ne frappait pas les gens, étant donné que la plupart se prononçaient pour l'exécution des terroristes emprisonnés!

Belle occasion pour les politiciens de déclarer qu'une telle situation montre bien la nécessité de créer une «police internationale» (IKP) du type des CRS français. L'idée avait été lancée en 68 pour lutter contre les mouvements contestataires et reprise ensuite pour combattre l'agitation antinucléaire. Mais la population s'était montrée bien peu enthousiaste! Mais maintenant l'opinion a changé: les autorités prétendent qu'il existe en Suisse un «terrorisme en puissance» et l'arrestation de deux terroristes à la frontière franco-germano-suisse est un excellent prétexte pour la création de l'IKP. Ainsi l'Etat glisse vers l'Etat policier, en même temps que se crée dans la population une psychologie de peur et de dénonciation qui annihile tout esprit critique.

livres

par Maurice JOYEUX

Ernest Cœurderoy Editions Plasma

Hurrah!!! ou la révolution par les cosaques

VOilà un bien étrange ouvrage! Tous les genres s'y rejoignent et il est bien difficile d'en parler sans se laisser prendre au torrent verbal qui déferle à travers les pages. Ce livre est un pamphlet contre la société de nos temps, un essai apocalyptique sur la société et la révolution et un texte littéraire d'une grande originalité. Voilà bien sûr beaucoup d'éléments susceptibles de passionner le lecteur, encore que le déséquilibre des matières

qui composent le texte peut parfois lasser.

Mais parlons d'abord de la forme avant de revenir sur le fond. Cœurderoy est incontestablement un écrivain et son style nerveux, ses inventions verbales, auraient séduit la jeunesse qui, en juin 1968, tournait autour des revues politiques et littéraires fracassantes et pourra séduire de nos jours ces vieux enfants qui depuis dix ans n'en finissent pas de devenir adultes!

Et à travers ces adjectifs savamment agencés et qui se bousculent avec férocité, on peut reconnaître une manière qui sera plus tard celle de Artaud, de Céline et peut-être de Miller. Mais, comme ces écrivains dont il est l'ancêtre, Cœurderoy gagne à être lu, non pas d'un trait, mais à petites doses et je dirais même que son ouvrage, ouvert à n'importe quelle page, peut être pris comme une drogue par quiconque aime l'écriture pour l'écriture. Pour cela, mais pas seulement pour cela, Cœurderoy est moderne.

Mais voyons la partie théorique d'un ouvrage qui donne l'impression de l'être si peu. Cœurderoy n'a que mépris et colère pour les partis révolutionnaires de son époque. Son jugement sur la civilisation bourgeoise et sur le socialisme qui en est issu est sans indulgence. Cette société n'a produit que des éléments révolutionnaires dégénérés et incapables d'accoucher d'un monde nouveau que l'anarchie pourrait inspirer. Elle ne sera abattue que de l'extérieur par les barbares, les cosaques, qui détruiront toutes traces de civilisation sur leur passage. Il écrit «... il faut que nous subissions une conquête et une oppression universelle... la révolte en masse n'est plus possible que par la guerre... il faut que vainqueurs et vaincus soient broyés, mêlés ensemble d'un bout du monde à l'autre... » ce qui naturellement le fâchera avec toutes les écoles socialistes... et pourtant on est bien obligé de reconnaître aujourd'hui que dans cette vision dantesque du chaos de l'humanité accouchant d'une société anarchiste, on retrouve l'annonce d'événements et en particulier les guerres mondiales et la révolution russe qui ont marqué ce siècle!

Cœurderoy professe d'un anarchisme qui ne se réclame d'aucune théorie en place. Il est inclassable. Dans sa jeunesse, on le rangeait un peu arbitrairement parmi les individualistes anarchistes. Pourtant c'est lui qui a écrit «... l'homme n'échappera pas à l'action de son milieu social, même en se détachant de lui... », ce qui est plein de bon sens. En réalité, comme une certaine jeunesse de notre époque, il souffre de la lenteur de la marche du temps. Il ne croit plus aux vertus du socialisme théorique et seuls Proudhon et Pierre Leroux semblent échapper parfois à son jugement sévère sur les hommes qui se réclament de la révolution. Et là encore, il devance son temps et se rapproche du nôtre.

Mais ce qui sauve ce livre qui parfois agace par ses paradoxes, ce sont les formules qui éclatent et éclairent un texte dru et sonore. Je veux vous en livrer une parmi d'autres... que Stirner n'aurait pas désavoué!

«Il était indispensable enfin, que la minorité révolutionnaire se divisât encore, se divisât toujours, se divisât jusqu'à l'infini... jusqu'à l'unité individuelle. En effet il n'y a de liberté réelle et durable que celle qui prend l'individu pour point de départ...»

Notes de lecture

La guépéou dans le mouvement trotskiste

Ce livre retrace quelques-unes des pages les plus noires de l'histoire contemporaine. Son auteur, G. Vereeken, militant trotskiste belge, a été auteur et témoin des agissements de la guépéou dans le mouvement révolutionnaire international. La folie homicide de Staline, digne continuateur de Lénine (fondateur de la Tcheka le 28 octobre 1917), s'appuyant sur le désir de puissance des partis communistes, a perpétré des crimes qui sont encore dans toutes les mémoires: André Nin, Camillo Berneri, Trotsky lui-même! Mais beaucoup d'autres, dont on ne parle plus en 1978, ont payé de leur vie leurs convictions aïstalinienne: Barbieri assassiné à Barcelone, Rudolf Klement noyé à Paris, Ignace Reiss (ancien tchékiste lui-même) fauché par une rafale de mitrailleuse à Lausanne.

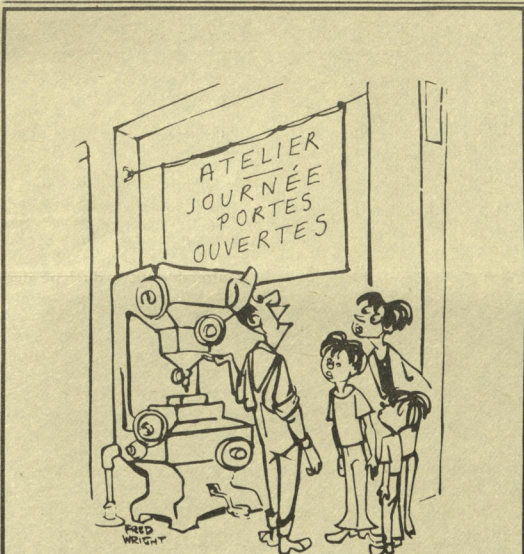
Ce livre ne se contente pas d'énumérer des meurtres, son intérêt est ailleurs. Il démonte le mécanisme de démolition interne des organisations trotskistes. Le procédé est enfantin: il consiste à introduire dans les organisations des agents de la guépéou qui, sans difficulté aucune, ont pu accéder au sommet de ces organisations.

L'exemple le plus célèbre est celui de Zborowski qui a avoué en 1955 avoir été un agent de la guépéou dans le mouvement trotskiste de 1934 à 1945, où il devint en particulier le plus proche collaborateur de Léon Sedov, le fils de Trotsky!

Comment travaillaient ces hommes? D'après G. Vereeken, leur méthode consistait à amplifier les divergences politiques existantes, à en susciter de nouvelles pour jeter le trouble dans la conscience des membres, à les canaliser sur le plan personnel et à provoquer des ruptures avec toutes leurs conséquences démoralisantes pour le mouvement.

La tactique est double: on guide physiquement les militants les plus dangereux et on neutralise les autres en suscitant des polémiques stériles et en exacerbant les querelles de personnes. Quel avertissement et quelle leçon! La bête est toujours là! Il n'y a qu'à voir les amabilités que se lancent à la figure les différentes tendances trotskistes françaises! A l'heure où notre mouvement libertaire retrouve un regain de vitalité, soyons toujours vigilants à l'égard de la peste rouge.

Yves ROCHFORT



«... et ceci est la machine de 250 000 francs grâce à laquelle je serais licencié la semaine prochaine»

AVE CAESAR, MORITURI TE SALUTANT !

O HÉ les libertaires! Savez-vous qu'il existe depuis un an à Paris un café-théâtre où vous verrez des copains? Vous y retrouverez beaucoup de nos idées et de nos combats. Qu'en plus, d'exprimer des choses familières pour nous, les deux spectacles présentés sont de très grande qualité?

Eh bien ce théâtre va crever. Un théâtre qui meurt, ce n'est jamais gai, mais le seul café-théâtre non-gauchiste-contestataire-à-la-mode-Nouvel-Obs et le dernier non récupéré par la magouille et le fric, c'est encore plus triste. Plus que triste: injuste.

L'histoire est tellement courante qu'elle en devient banale. Comme pour le VRAI CHIC PARISIEN, mort au champ des bulldozers, le TOUT À LA JOIE va périr pour cause de rénovation de quartier (Jean-Paul Sèvres, un des comédiens, est d'ailleurs un transfuge rescapé du Vrai Chic, lequel était animé par Patrick Font et Philippe Val).

Quand le TOUT À LA JOIE s'est installé, c'était dans un quartier voué à la démolition, l'immeuble était déjà condamné pour la fameuse radiale Vercingétorix. Cela les comédiens le savaient mais ils avaient encore quelques années devant eux. Or l'assassinat est plus subtil: pour permettre au propriétaire de vendre l'immeuble vide (plus cher qu'occupé!) à la société d'aménagement du quartier (la SEMIREP), l'expulsion est fixée judiciairement depuis le 15 janvier. Les représentations continuent, évidemment, mais dans «illégalité». Or, de la SEMIREP, et étant donné le caractère subversif des spectacles et des activités créées par le collectif, il n'y a pas à espérer grand chose, même en location précaire.



La meilleure façon de les aider est d'aller voir leurs spectacles. Eteignons une fois par semaine la machine à déceler (par exemple le mercredi ou jeudi, jours creux) et allons changer notre horizon.

Ce n'est pas à vous, lecteurs, qu'il faut faire l'injure d'apprendre qu'aujourd'hui la liberté d'expression (surtout l'expression libertaire) se réduit chaque jour un peu plus en peau de chagrin (c'est bien le mot juste!). Alors profitons encore un peu du TOUT À LA JOIE. Avec une trésorerie plus solide, le collectif pourra trouver un autre local et surtout finir de rembourser les dettes d'aménagement. Mais cela est urgent.

Copains de Province, si vous venez à Paris, allez-y, faites-vous connaître. Et surtout soyez vigilants: qui sait, à deux pas de chez vous, le même baillonnement se prépare sans doute. On assassine peut-être un (et souvent le seul) moyen d'expression libertaire derrière votre dos.

GROUPE EMMA GOLDMAN

AU TOUT À LA JOIE

35, rue de l'Ouest Paris 14^e (métro: Gaité)

2 spectacles à partir de 20 h 30 (sauf dimanche et lundi)

1 spectacle: 20 F, les 2: 30 F

Je vote pour moi de et par Jean-Paul Sèvres (musique de Richard Wagner)

N'oubliez pas que tu m'aimes de Sèvres et Lafont avec Alain Lafont, Jean-Jacques Peroni et Gérard Lorca

L'enfant et les services «sociaux»

ÉBAUCHE D'ANALYSE DE L'ACTION SOCIALE

RECHERCHE D'ACTION

Les enfants qui m'arrivent refusent l'oppression que leur inflige le système. L'Etat d'une part et le Capital d'autre part exercent sur chaque individu, par le canal des institutions réalisées à cet effet, une sévère domination. Cette violence s'abat impitoyablement sur les enfants, les êtres les plus proches de leur nature humaine, et les plus sensibles au milieu qu'ils découvrent. L'épanouissement de leur nature humaine se heurte très rapidement à cette cruelle violence qui leur est faite. Les enfants «normaux» solutionnent ce conflit en sacrifiant leur nature, en se soumettant à cette violence sociale. La violence qui séjourné en eux est le résultat de la violence qui les a déchirés. Ce sont ces enfants qui m'arrivent, ces enfants qui refusent l'oppression que leur infligent la famille, l'école, instruments au service du Capital et de l'Etat.

La révolte de l'enfant contre l'oppression est individuelle. Sa révolte n'est pas contrôlée par l'enfant lui-même, elle est désordonnée, immaîtrisée.

Ces deux caractères rendent leur révolte impuissante, inefficace. L'Etat et le Capital, auteurs et complices de la domination de l'homme par l'homme, ont créé des institutions destinées à «traiter» ces «inadaptés». Les services sociaux, quelque soit leur statut juridique, ont pour mission la répression de cette révolte individuelle et incontrôlée, avec à leur botte le concours des sciences humaines (psychologie, psychiatrie, psycho-pédagogie, pédagogie, etc.) détournées à leur profit. Pour mener à bien cette répression, l'Etat, par l'intermédiaire des DDASS ou de la justice tente de contraindre les travailleurs sociaux à limiter le travail social à l'analyse individuelle du cas, pour conduire les travailleurs sociaux à l'application d'une solution individuelle du cas.

Cette attitude de l'Etat a pour effet de limiter l'action des travailleurs sociaux à une intervention auprès de l'enfant, auprès de la famille, qui vise à améliorer les relations interpersonnelles, qui vise à adoucir la répression, la camoufler, répression qui n'est pas pour autant supprimée.

L'enfant «bénéficiaire» de

l'action sociale s'intègre peu à peu à la structure sociale et accepte insensiblement sa soumission à la répression comme l'ont fait les «normaux».

En canalisant l'attention du travailleur social sur l'individualité des cas, l'Etat parvient à éviter l'élargissement de la vision du problème de l'enfant. Une vision globale du problème de l'enfant au sein de la société aboutirait, en remontant de l'effet à la cause, à une remise en cause radicale de la domination des uns sur les autres, ce qui porterait une atteinte grave à ceux-là même qui ont créé et conçu les services sociaux pour leur propres bénéfices.

Néanmoins, dans le système capitaliste, dans ce système inégal et inhumain où règne la domination légalisée des uns sur les autres, des êtres humains isolés, vulnérables, ont besoin de soutien pour affirmer leur existence. Mais pas de cette aide sociale institutionnalisée qui vise pour l'essentiel à réprimer une légitime révolte, pour une réinsertion dans un système où les uns sont économiquement et moralement opprimés aux profit d'autres.

ACTION IMMÉDIATE
DE L'INTÉRIEUR
DES SERVICES SOCIAUX

— Auprès des travailleurs sociaux de l'institution: les solu-

tions individuelles au problème immédiat de l'enfant nécessaires à l'amélioration de ses conditions actuelles d'épanouissement ne doivent pas masquer la nécessité de la remise en question radicale des structures sociales, et réciproquement. Les travailleurs sociaux doivent œuvrer pour mettre au grand jour le rôle politique et idéologique que l'Etat et le Capital veulent leur faire jouer.

Il faut donc prolonger dans l'institution l'analyse individuelle du problème de l'enfant vers une vision globale du problème, au sein de la société.

— Auprès des autres travailleurs: la lutte des travailleurs sociaux n'est pas sans relation avec la lutte de tous les autres travailleurs. La coordination avec les autres secteurs est nécessaire pour la compréhension globale de l'évolution de la situation de la société et pour déterminer l'action la plus efficace.

Il faut donc propager dans le milieu ouvrier l'analyse du rôle politique et idéologique que l'on veut faire jouer aux travailleurs sociaux.

— Auprès de l'enfant: la violence issue de l'Etat et du Capital est transmise au moyen de la norme et à travers la relation hiérarchique dominant-dominé, assistant-assisté.

Il faut combattre toutes attitudes autoritaires pour abolir la relation dominant-dominé, assistant-assisté, pour la remplacer par une relation humaine égalitaire. Il faut créer les conditions pour que l'enfant maîtrise lui-même sa légitime révolte intérieure afin qu'il la canalise efficacement et d'une manière autonome, indépendante.

Gérard COULON

Éducation et idéologie

Qui parle de pédagogie ?

La pédagogie est un des mots qui peuvent servir à désigner le mode de relations établi entre les hommes, sous certains aspects, et particulièrement en regard de la notion de «construction de la personnalité».

On le sait, l'économie capitaliste s'appuie sur les idéologies qui tendent à représenter «l'homme» comme une entité naturelle. C'est elle aussi qui pratique la mystification scientiste visant à faire croire que l'intelligence est une donnée génétique. Au carrefour de ces deux discours, que produit le Capital? Un appareil scolaire qui se veut tuteur et père nourricier des intelligences plus ou moins favorisées par le sort.

Mais avec Stirner, posons la question: «... notre disposition à devenir des créateurs, la développe-t-on consciencieusement, ou ne nous traite-t-on que comme des créatures dont la nature n'admet qu'un dressage?» (in *Le faux principe de notre éducation*, 1842).

L'action de l'idéologie réactionnaire est incessante. Elle a besoin de structures coercitives pour exercer son joug moral et son élitisme intellectuel qui correspondent, dans le fait économique, à l'orientation des moins «doués» vers la vie active mal rémunérée, etc. Lisons un passage des Instructions de 1923 concernant l'école primaire: «L'éducation morale n'a pas pour but de faire savoir, mais de faire vouloir; elle émeut plus qu'elle ne démontre; devant agir sur l'être sensible, elle procède plus du cœur que du raisonnement, elle n'entreprend pas d'analyser toutes les raisons de l'acte moral, elle cherche avant tout à le produire, à le répéter, à le faire habitude qui gouverne la vie (...) c'est l'art d'incliner la volonté libre vers le bien.»

Ainsi l'Etat joue sur un double tableau. D'une part son Modèle de savoir s'adresse à une petite partie de la population de façon totalement empirique: l'enfant est une page blanche où l'on inscrit le savoir officiel; d'autre part, ceux que leurs origines sociales empêchent de gravir les échelons de la hiérarchie scolaire sont versés dans la fosse du prolétariat après une oppression morale vigoureuse. «Les besoins de l'ouvrier ne sont que le besoin de l'entretenir pendant le travail, et de l'entretenir seulement de façon à empêcher que la race des ouvriers ne s'éteigne» (Marx, in *Manuscrits de 44*). Quant aux chanceux qui ont poursuivis leurs études: «... ils sauront de tout temps s'adapter aux circonstances avec le plus grand raffinement et deviendront des valets à l'esprit servile» (Stirner).

Si nos éminents pédagogues n'entreprennent pas «d'analyser toutes les raisons de l'acte moral», nous le ferons pour eux! La morale est le travail le plus insidieux effectué à l'école. Ce fameux bien, n'est-il pas en dernière instance l'Etat? Et la «volonté libre» le patriotisme? La discipline à l'école vient compléter le vide et l'incapacité de l'enseignement bourgeois. Son savoir figé croit entrer en mouvement lorsqu'il prétend que l'acte moral est un vouloir. En fait, il n'est que le signe du plus grand esabrutissement! Toutes les structures économiques et sociales sont à bouleverser si l'on veut envisager, comme Stirner, que l'école soit la vie. Parler aujourd'hui de pédagogie, c'est refuser de changer le monde. Toutes les tentatives d'épanouir les enfants qui ne cherchent pas avant à construire l'autogestion sur toutes les lignes, on peut dire qu'elles marchent sur la tête.

H.G.

21 millions de personnes, 750 000 enfants en fiches

LE PROJET AUDASS

Pourquoi avoir besoin d'une allocation mensuelle pour élever ses enfants? Pourquoi placer des enfants à l'aide sociale? Parce que des familles ne disposent pas de revenus suffisants pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et légitimes pendant que d'autres accumulent les richesses.

Ainsi, l'aide sociale envisage l'accroissement du nombre d'assistés. Elle prévoit que près de 50% de la population relèvera de l'aide sociale. C'est sous ce prétexte d'accroissement des usagers que le ministère met en place une vaste opération d'automatisation des services de la DASS (Direction de l'Action Sanitaire et Sociale). 21 millions de personnes pour l'aide sociale et 750 000 enfants pour l'aide sociale à l'enfance, voilà l'ordre de grandeur des fichiers constitués, à terme, pour tous les départements.

Le fichier bénéficiaire dans sa partie aide sociale à l'enfance

enregistre les informations suivantes: nom, prénom, nationalité, N° INSEE de l'enfant (actuellement ce numéro n'est pas utilisé), nom, prénom, adresse des parents, code motif de signalement (couple séparé, enfant déscolarisé, mauvais traitements, alcoolisme des parents, incarcération, mœurs des parents, mœurs de l'enfant), code motif d'inadaptation (troubles moteurs, sensoriels, mentaux, maladies chroniques), code origine du signalement ou du déstabilisation, décision d'admission, placement, allocations familiales, débiteurs d'aliments, autorisations (opération chirurgicale, ouverture d'un compte, carte d'identité), code religion, établissement scolaire fréquenté, diplôme, visite de travailleurs sociaux...

L'existence même et le développement des services de l'aide sociale financés par l'Etat démasque les objectifs de l'Etat qui consistent à maintenir les

inégalités coûte que coûte, à préserver les privilèges, à sauvegarder le système d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est à partir de ces objectifs qu'est introduite l'automatisation des services d'action sanitaire et sociale et non en vue d'assurer une meilleure gestion. Le coût de l'opération AUDASS (Automatisation des Directions de l'Action Sanitaire et Sociale) est probablement plus élevé que le montant des erreurs qu'elle décèlera.

Non seulement le projet prévoit de fichier les catégories de population les plus défavorisées, mais il prévoit encore d'assurer le suivi des assistés, c'est à dire, en clair, de les contrôler. On oblige les individus défavorisés sur le plan des revenus à livrer des informations à un travailleur social ou un enquêteur pour pouvoir obtenir l'aide sociale nécessaire à sa survie, informations qui servent ensuite à le contrôler, à le surveiller, à

le mettre en tutelle, rôle que le projet assigne aux travailleurs sociaux.

Les «assistés» sont contraints de laisser fichier leurs enfants pour pouvoir se donner les moyens de faire vivre ceux-ci, les travailleurs sociaux sont contraints de livrer les informations pour faire recevoir la demande des usagers.

En vertu du décret 64 250 du 14 mars 1964, la DDASS, comme les autres services départementaux des administrations civiles de l'Etat, est placée sous la direction générale du Préfet. Cette situation comporte le risque que les fichiers AUDASS puissent être utilisés pour les besoins d'autres services départementaux dépendants aussi du Préfet (le Préfet dépend lui-même du ministère de l'Intérieur).

Après avoir créé le service social sous couvert de charité envers les pauvres, puis d'aide aux individus ayant des pro-

blèmes, les classes dirigeantes s'assignent comme but la surveillance et le contrôle de la masse d'individus de plus en plus nombreux qu'elles exploitent quotidiennement avec férocité. Pour ce faire, elles utilisent les travailleurs sociaux en les mettant eux-mêmes sous tutelle par le canal de la gestion informatique. Elles renforcent encore le rôle répressif des travailleurs sociaux et accentuent la contradiction de leur relation avec les usagers.

L'aide sociale permet aux classes dominantes de préserver largement leurs privilèges tout en se donnant bonne conscience, et de contrôler, de mettre sous tutelle les «assistés» sous couvert d'humanisme. Le contrôle des travailleurs sociaux est un élément indispensable aux contrôles des «assistés».

G.L.